

## **Compte rendu sommaire du Comité syndical Autolib' et Velib' Métropole**

Séance du 31 mars 2022 – à distance

Le trente-et-un mars deux mille vingt-deux, à 09h30, le Comité syndical, dûment convoqué le vingt-cinq mars deux mille vingt-deux, s'est réuni à distance via Microsoft Teams, sous la présidence de Monsieur Sylvain Raifaud.

Nombre de délégués en exercice : 106

Nombre de délégués présents ou représentés : 57 (dont 8 pouvoirs)

### **Étaient présents :**

#### **Titulaires (39) :**

Simon Burkovic (Arcueil), Jean-François Ploteau (Argenteuil), Bruno Tuder (Bagneux), Edith Felix (Bagnolet), Stephanka Toussaint (Bois-Colombes), Yann Viguie (Champigny-sur-Marne), Marie-Hélène Magne (Charenton-le-Pont), Andy Kangoud (Châtillon), Léopold Michallet (Colombes), Sylvie Simon-Deck (Créteil), Mohamed Houcini (Fontenay-aux-Roses), Christophe Bernier (Gennevilliers), Geneviève Gaillabaud (La Garenne-Colombes), Frédéric Raymond (Le Kremlin-Bicêtre), Sophie Deschiens (Levallois-Perret), Marie-France Parrain (Maisons-Alfort), Farid Hemidi (Malakoff), Olivier Stern (Montreuil), Vincent Soulage (Nanterre), Eric Schindler (Neuilly-sur-Seine), Antoine Gougeon (Nogent-sur-Marne), Florent Lacaille-Albiges (Noisy-le-Sec), Sylvain Raifaud (Paris), François Vauglin (Paris), Jean-Marie Ballet (Puteaux), Frédéric Sgard (Rueil-Malmaison), Capucine du Sartel (Saint-Cloud), Sabrina Decanton (Saint-Ouen), Patrice Pattée (Sceaux), Jean-Paul Mordefroid (Verrières-le-Buisson), Emmanuel Lion (Versailles), Thierry Duboc (Villejuif), Robin Louvigné (Vincennes), Alix Bougeret (Région Ile-de-France), David Daoulas (Grand Paris Seine Ouest), Florence de Pampelonne (Grand Paris Seine Ouest), Bertrand-Pierre Galey (Grand Paris Seine Ouest), Alain Mathioudakis (Grand Paris Seine Ouest), Bernard Roche (Grand Paris Seine Ouest).

#### **Suppléants avec voix délibératives (8) :**

Tristan Legendre (Bourg-la-Reine), David Petiot (Cachan), Clauthilde Choffrut (Le Pré-Saint-Gervais), Matthieu Devriendt (Montrouge), Sophie Delamotte (Suresnes), Marie-Claude Huart (Grand Paris Grand Est), Frank-Eric Morel (Grand Paris Seine Ouest), Patrick de la Marque (Grand Paris Seine Ouest).

#### **Excusés ayant donné pouvoir (10) :**

Frédéric Sitbon (Asnières-sur-Seine) à Patrice Pattée, Marc Feugère (Chatenay-Malabry) à Jean-Paul Mordefroid, Serge Kehyayan (Clamart) à Mohamed Houcini, Christophe Paquis (Les Lilas) à Christophe Bernier, Pierrick Amella (Pantin) à Edith Felix, Julie Lefebvre (Romainville) à David Petiot, Patrick Ollier (MGP) à Sylvain Raifaud, Christophe Najdovski (MGP) à François Vauglin, Tiffany Culang (Saint-Mandé) à Marie-Hélène Magne, Sophie Merchat (Enghien-les-Bains) à Capucine du Sartel.

#### **Suppléant sans voix délibérative :**

Sidi Chiakh (Le Kremlin-Bicêtre)

**Assistaient également à la séance :** Yannick Cabaret, Directeur général, Fabienne Puig, Directrice de l'administration générale et des RH, Marthe Ozbolt, Directrice de la communication et du marketing, Hugues Celier, Directeur des techniques, Florent Texier, Directeur des finances, Malik Salemkour, Directeur juridique et de la commande publique.

**Ordre du jour :**

1. Approbation du procès-verbal (**Autolib' et Velib' socle commun**) de la séance du 17 février 2022
2. Délibérations :
  - Modification du tableau des emplois permanents et des effectifs (2022 04)
  - Recrutement d'agents contractuels pour des besoins liés à un accroissement temporaire d'activité, un accroissement saisonnier d'activité, pour mener à bien un projet et pour remplacer des fonctionnaires et des agents contractuels indisponibles (2022 05)
  - Transfert de la compétence de location de vélos en libre-service de La commune de Villeneuve-la-Garenne au Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole et adhésion à l'option Velib' (2022 06)
  - Indemnité de responsabilité allouée aux régisseurs d'avances (2022 07)
  - Rendu-compte des décisions prise par le Président dans le cadre de la délégation de compétence (2022 08)
3. Délibérations relatives au **Budget principal** :
  - Approbation du compte de gestion 2021 (2022 09)
  - Approbation du compte administratif 2021 (2022 10)
  - Affectation du résultat 2021 (2022 11)
  - Approbation du budget primitif 2022 (2022 12)
4. Délibérations relatives au **Budget annexe Velib'** :
  - Approbation du compte de gestion 2021 (2022 13)
  - Approbation du compte administratif 2021 (2022 14)
  - Affectation du résultat 2021 (2022 15)
  - Approbation du budget primitif 2022 (2022 16)
5. Point divers :

Le Président a ouvert la séance à 11h08 et a constaté que la condition de quorum était remplie.

Madame Geneviève Gaillabaud est désignée secrétaire de séance.

1. Approbation du procès-verbal du 17 février 2022

**Le Président** soumet à l'approbation des membres le procès-verbal du Comité syndical du 17 février 2022.

***Le procès-verbal du Comité Syndical du 17 février 2022 est approuvé à l'unanimité.***

2. Délibérations :

- **Délibération 2022 04 - Modification du tableau des emplois et des effectifs**

Conformément à l'article L.313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Afin de garantir le bon fonctionnement du Syndicat, il convient de modifier le tableau des emplois permanents en supprimant un emploi de technicien vacant et en créant, pour la direction des techniques, un emploi relevant du cadre d'emploi des ingénieurs, en raison du volume de données générées par le service Velib', notamment dans la programmation de requêtes SQL, la gestion des stockages des données sur des sites sécurisés, la mise en ligne ou la récupération de flux open data et l'édition de rapports à la demande.

Concernant la suppression de l'emploi de technicien, le Syndicat a saisi le Comité Technique placé auprès du CIG de la Petite Couronne.

Considérant les besoins spécifiques et les compétences requises, dans le cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, l'emploi créé pourra être pourvu par un agent contractuel.

Vu le code général de la fonction publique et notamment l'article L.313-1 ;

Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile de France, Préfet de Paris, autorisant la création du Syndicat Autolib' Métropole ;

Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole ;

Vu la délibération 2022 01 du 17 février 2022 relative à la modification du tableau des emplois permanents et des effectifs ;

Vu la saisine du Comité technique placé auprès du CIG pour la suppression de l'emploi vacant de technicien ;

Considérant qu'il est nécessaire de créer un emploi relevant du cadre d'emploi des ingénieurs pour la direction des techniques, en raison du volume de données générées par le service Velib', notamment dans la programmation de requêtes SQL, la gestion des stockages des données sur des sites sécurisés, la mise en ligne ou la récupération de flux open data et l'édition de rapports à la demande ;

***Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité, APPROUVE, la suppression de l'emploi de technicien ; APPROUVE, la création d'un emploi du cadre d'emplois des ingénieurs et AUTORISE dans le cas de recrutement infructueux de fonctionnaire et au regard de l'urgence des besoins, que l'emploi créé pourrait être exercé par un agent contractuel et dans les conditions fixées aux articles L.332-8 et L.332-14 du code général de la fonction publique.***

**FIXE**, le tableau des emplois permanents du Syndicat comme suit :

Cadres d'emplois	Grades	Cat.	Nbre	Niveau de diplômes ou expériences	Niveau de rémunération
Administrateurs	Administrateur hors cl	A	1		
Attachés	Attaché hors cl	A	1		
	Attaché		6		
Rédacteurs	Rédacteur princ. 1 <sup>re</sup> cl	B	1		
	Rédacteur princ. 2 <sup>e</sup> cl		1		
	Rédacteur		2		
Adjoint administratifs	Adjoint administratif de 1 <sup>re</sup> cl	C	1		
	Adjoint administratif		2		
Ingénieurs en chef	Ingénieur en chef hors cl	A	2		
Ingénieurs	Ingénieur principal	A	3		
	Ingénieur	A	1		
	<b>Ingénieur ; Ingénieur princ. ; Ingénieur hors cl</b>	<b>A</b>	<b>1</b>	<b>Diplômes de niveau 5 ou 6 au moins 5 ans d'expérience</b>	<b>Compris entre IB 441 et IB 1027</b>
Adjoint techniques	Adjoint technique	C	3		
<b>Total des emplois</b>			<b>25</b>		

**DIT** que la dépense correspondante sera imputée sur les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 012.

- **Délibération 2022 05** – Recrutement d'agents contractuels pour des besoins liés à un accroissement d'activité, un accroissement saisonnier d'activité, pour mener à bien un projet et pour remplacer des fonctionnaires et des agents contractuels indisponibles

Conformément aux dispositions du code général de la fonction publique et notamment les articles L.332-13, L.332-23 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> et L.332-24 à 26, les collectivités territoriales peuvent recruter des agents contractuels sur des emplois non permanents pour des besoins liés à un accroissement temporaire d'activité, à un accroissement saisonnier d'activité, pour remplacer des fonctionnaires et des agents contractuels indisponibles et pour mener à bien un projet particulier.

Ces recrutements peuvent être effectués par contrat à durée déterminée dans la limite de :

- Douze mois maximum, renouvellements compris, pendant une même période de dix-huit mois consécutifs pour un accroissement temporaire d'activité,
- Six mois maximum, renouvellements compris, pendant une même période de douze mois consécutifs pour un accroissement saisonnier d'activité,
- Un à six ans maximum, renouvellement compris, pour mener à bien un projet en particulier,

Les articles L.332-24 à 26 du CGFP permettent de recruter des agents contractuels, toutes catégories confondues, pour mener à bien un projet ou une opération identifiée dont l'échéance est la réalisation dudit projet ou de l'opération dans un maximum de six ans.

La rémunération des agents contractuels est fixée selon les dispositions des articles L.713-1 et L.829-1 du code général de la fonction publique territoriale. Ils perçoivent donc le traitement indiciaire, éventuellement le supplément familial de traitement, afférents aux emplois auxquels ils sont nommés. Ils bénéficient de la participation à la protection sociale. Ils peuvent également bénéficier du régime indemnitaire dans les conditions fixées par délibération.

En application des articles 5 et 39-1-1 du décret n° 88-145 du 15 février 1988, les agents qui à la fin de leur contrat n'auraient pu bénéficier de leurs congés annuels seront indemnisés dans la limite de 10 % des rémunérations totales brutes perçues pendant la durée du contrat et pourront également prétendre à l'indemnité de fin de contrat sous certaines conditions. Le montant de l'indemnité est fixé à 10 % de la rémunération brute globale perçue par l'agent au titre de son contrat et, le cas échéant, de ses renouvellements.

Les contrats établis sur le fondement de l'article L.332-13 du CGFP sont conclus pour une durée déterminée et renouvelés, par décision expresse, dans la limite de la durée de l'absence du fonctionnaire ou de l'agent contractuel à remplacer. Ils peuvent prendre effet avant le départ de cet agent.

**Le Comité syndical, après en avoir avoir délibéré, à l'unanimité, VALIDE** les recrutements dans les conditions prévues par les articles L.332-13, L.332-23 1° et 2° et L.332-24 à 26 du code général de la fonction publique, d'agents contractuels pour des besoins temporaires liés :

- à un accroissement temporaire d'activité,
- à un accroissement saisonnier d'activité,
- au remplacement temporaire de fonctionnaires ou d'agents contractuels indisponibles,
- pour mener à bien un projet en particulier.

**CHARGE** le Président de :

- constater les besoins liés à un accroissement temporaire d'activité, à un accroissement saisonnier d'activité, au remplacement temporaire des fonctionnaires et des agents contractuels, pour mener à bien un projet en particulier.
- déterminer les niveaux de recrutement et de rémunération des agents contractuels selon la nature des fonctions concernées, leur expérience et leur profil.
- procéder aux recrutements.

**AUTORISE** le Président à signer les contrats nécessaires.

**PRECISE** que les agents contractuels seront rémunérés selon les dispositions prévues par les articles L.713-1 et L.829-1 du code général de la fonction publique :

- le traitement indiciaire afférent aux emplois auxquels ils sont nommés,
- la participation à la protection sociale et éventuellement le supplément familial de traitement,
- le régime indemnitaire dans les conditions fixées par délibération.

En application des articles 5 et 39-1-1 du décret n° 88-145 du 15 février 1988, les agents qui à la fin de leur contrat n'auraient pu bénéficier de leurs congés annuels seront indemnisés dans la limite de 10 % des rémunérations totales brutes perçues pendant la durée du contrat et pourront également prétendre à l'indemnité de fin de contrat sous certaines conditions.

**PRECISE** que dans le cas du remplacement d'un fonctionnaire ou d'un agent contractuel, le contrat pourra prendre effet avant le départ de l'agent remplacé.

**DIT** que les dépenses correspondantes seront imputées sur les crédits prévus à cet effet au budget, chapitre 012.

- **Délibération 2022 06** – Transfert de la compétence de location de vélos en libre-service de La commune de Villeneuve-la-Garenne au Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole et adhésion à l'option Velib'

Conformément à l'article 2-2 des statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole, et notamment en termes de compétence optionnelle, le Syndicat a également pour objet l'étude, la réalisation et l'exploitation d'un service public de vélos en libre-service dénommé « Velib' ».

La Ville de Paris ayant accordé au Syndicat mixte une licence d'exploitation gratuite de la marque « Velib' », le Syndicat mixte exerce cette compétence, en lieu et place de ses membres qui lui en font la demande. Le Conseil municipal de la commune de Villeneuve-la-Garenne, par délibération du 17 février 2022 a décidé de transférer la compétence de location de vélos en libre-service au Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole et d'adhérer à la compétence optionnelle Velib'.

Au 31 mars 2022, 63 membres des collectivités et des établissements publics adhérents à l'option Velib' du Syndicat Autolib' et Velib' Métropole.

***Le Comité syndical, après en avoir délibéré, APPROUVE, à l'unanimité, le transfert de la compétence de location de vélos en libre-service de la ville de Villeneuve-la-Garenne au Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole et APPROUVE l'adhésion de la ville de Villeneuve-la-Garenne à l'option Velib'.***

- **Délibération 2022 07 – Indemnité de responsabilité allouée aux régisseurs d'avances**

Par délibération 2021 31 du 13 décembre 2021, le Comité a autorisé le Président du Syndicat à créer, modifier ou supprimer une régie d'avance.

La mise en place d'une régie implique la nomination d'un régisseur titulaire et de son suppléant. Peut être nommé régisseur, tout agent de la fonction publique territoriale, titulaire ou contractuel, mais également toute personne physique extérieure à l'autorité territoriale. Le suppléant doit quant à lui, être désigné de façon aussi précise que le régisseur titulaire, il remplacera ce dernier en cas d'absences pour maladie, congés ou tout empêchement occasionnel. L'avis conforme du comptable à cette nomination est obligatoire.

Il est proposé que la charge de la régie soit confiée au personnel administratif. Par ailleurs, la qualité de régisseur induisant une responsabilité liée à l'exercice de la fonction, elle suppose l'allocation d'une indemnité de responsabilité.

Le montant de l'indemnité de responsabilité varie selon l'importance des fonds maniés autorisés : Ainsi, jusqu'à 1 220 euros, le montant de l'indemnité de responsabilité annuelle est fixé à 110 euros.

***Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité, AUTORISE, le Président à verser aux agents concernés une indemnité de responsabilité de 110 euros annuelle.***

- **Délibération 2022 08 – Rendu-compte des décisions prise par le Président dans le cadre de la délégation de compétence**

Par délibération n°2020 16 du 2 octobre 2020, le Comité syndical a donné délégation de compétence au Président conformément aux dispositions de l'article L5211-10 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

En vertu de la même disposition, le Président doit rendre compte des décisions prises dans le cadre de cette délégation.

Il convient donc de procéder à cette formalité.

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-10,*

*Vu la délibération n°2020 16 du 2 octobre 2020 relative à la délégation de compétence du Comité syndical au Président du Syndicat,*

***Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,***

***PREND ACTE*** du rendu-compte des décisions prises par le Président jusqu'au 11 mars 2022, en vertu de la délégation de compétence du Comité syndical au Président, telles que listées à l'annexe jointe à la présente délibération.

**RENDU-COMPTÉ DES DECISIONS PRISES PAR LE PRÉSIDENT DANS LE CADRE DE LA  
DELEGATION DE COMPÉTENCE**

BC N°	Date d'émission	Service/ Fourniture	Nature de la prestation	Prestataire retenu	Montant HT	Budget concerné
VL220028	07/02/2022	Service	Repose station	Smovengo	3 952,98 €	Velib
VL220029	07/02/2022	Service	Diagnostic amiante	Smovengo	440,70 €	Velib
VL220030	07/02/2022	Service	Neurtalisation station	Smovengo	519,80 €	Velib
VL220031	08/02/2022	Service	Neurtalisation station	Smovengo	545,76 €	Velib
VL220032	08/02/2022	Service	Dépose repose station	Smovengo	7 116,20 €	Velib
VL220033	08/02/2022	Service	Dépose station	Smovengo	20 801,06 €	Velib
VL220034	08/02/2022	Service	Repose station	Smovengo	13 458,71 €	Velib
VL220035	09/02/2022	Service	Repose station	Smovengo	3 234,66 €	Velib
VL220036	10/02/2022	Service	Dépose repose station	Smovengo	23 517,27 €	Velib
AD220014	14/12/2021	Service	Abonnement la Lettre du Cadre	Territorial	165,52 €	Autolib
AD220015	16/12/2021	Service	Abonnement la Gazette des Communes	Groupe Moniteur	367,29 €	Autolib
VL220037	16/12/2021	Service	Remise en état station Vélip suite convention tiers	Smovengo	1 095,12 €	Velib
VL220038	16/12/2021	Service	Remise en état station Vélip suite convention tiers	Smovengo	5 033,34 €	Velib
AD220016	21/02/2022	Service	Création visuel banderole salon Autonomy	Fabien Lenormand	450,00 €	Autolib
AD220017	21/02/2022	Service	Achat de fournitures	UGAP	378,72 €	Autolib
VL220039	23/02/2022	Service	Achat d'unités de publication nationale	DILA	720,00 €	Velib
AD220018	24/02/2022	Service	Impression visuel salon Autonomy	72-78	345,00 €	Autolib
VL220040	24/02/2022	Service	Neurtalisation station	Smovengo	129,95 €	Velib
VL220041	24/02/2022	Service	Dépose repose station	Smovengo	149,07 €	Velib
VL220042	01/03/2022	Service	Honoraires	Landot	2 940,00 €	Velib
VL220043	08/03/2022	Service	Neurtalisation station	Smovengo	129,95 €	Velib
VL220045	08/03/2022	Service	Neurtalisation station	Smovengo	129,95 €	Velib
VL220046	11/03/2022	Service	Achat pack jetons	SIG Image	1 900,00 €	Velib

### 3. Délibérations relatives au Budget principal :

#### - **Délibération 2022 09 – Approbation du compte de gestion 2021 « Budget principal »**

Le Président rappelle que le compte de gestion constitue la reddition des comptes du comptable à l'ordonnateur et qu'il doit être approuvé préalablement au compte administratif.

Le Président, après s'être assuré que d'une part, le comptable public a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2021, celui des titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et que d'autre part, il a procédé à toutes les opérations d'ordre qui lui ont été prescrites de passer dans ses écritures, certifie que le présent compte de gestion concorde avec le compte administratif du budget principal d'Autolib' et Velib' Métropole.

Le Président déclare que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2021 par le comptable, visé et certifié n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

En conséquence, le Président invite les membres du Comité syndical à approuver le compte de gestion du comptable public de l'exercice 2021 statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 31 décembre 2021.

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,*

*Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, autorisant la création du Syndicat,*

*Vu les statuts du Syndicat,*

*Vu l'instruction budgétaire M14,*

*Considérant :*

- *Qu'il y a lieu de se prononcer sur le compte de gestion 2021 en annexe, tenu par la Direction Régionale des Finances publiques d'Ile de France et du Département de Paris.*
- *Que le compte de gestion et le compte administratif de l'exercice 2021 sont conformes.*

***Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,***

***Article 1<sup>er</sup> : STATUE*** sur l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2021 du compte de gestion joint en annexe.

***Article 2 : DECLARE*** que le compte de gestion dressé par le comptable pour l'exercice 2021 n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

***Article 3 : ADOPTE*** le compte de gestion de l'exercice 2021 dressé par le Directeur Régional des Finances publiques d'Ile de France et du Département de Paris.

#### - **Délibération 2022 10 – Approbation du compte administratif 2021 « Budget principal »**

**Monsieur Sylvain Raifaud**, Président du Syndicat, désigne **Monsieur Patrice Pattée pour présider le compte administratif** et quitte la séance.

Conformément à la réglementation en vigueur, l'ordonnateur est tenu de rendre compte des opérations budgétaires exécutées sur chaque exercice comptable. Le compte administratif est le document qui récapitule les réalisations effectives de l'exercice N-1, en dépenses (mandats) et en recettes (titres). Il présente les résultats comptables de l'exercice 2021 de l'ordonnateur et doit être approuvé par l'assemblée délibérante. Pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2021, les écritures dégagent en synthèse les résultats suivants :

		DEPENSES	RECETTES
<b>REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)</b>	Section de fonctionnement	A <b>9 089 265,53</b>	G <b>10 281 195,70</b>
	Section d'investissement	B <b>4 651 749,23</b>	H <b>4 632 295,81</b>
<b>REPORTS DE L'EXERCICE N-1</b>	Report en section de fonctionnement (002)	C <b>0,00</b>	I <b>469 885,63</b>
	Report en section d'investissement (001)	D <b>1 264 515,21</b>	J <b>0,00</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>15 005 529,97</b> =A+B+C+D	<b>15 383 377,14</b> =G+H+I+J

<b>RESTES A RÉALISER A REPORTER EN N+1</b>	Section de fonctionnement	E <b>0,00</b>	K <b>0,00</b>
	Section d'investissement	F <b>0,00</b>	L <b>0,00</b>
	<b>TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1</b>	<b>0,00</b> =E+F	<b>0,00</b> =K+L
<b>RESULTAT CUMULÉ</b>	Section de fonctionnement	<b>9 089 265,53</b> =A+C+E	<b>10 751 081,33</b> =G+I+K
	Section d'investissement	<b>5 916 264,44</b> =B+D+F	<b>4 632 295,81</b> =H+J+L
	<b>TOTAL CUMULE</b>	<b>15 005 529,97</b> =A+B+C+D+E+F	<b>15 383 377,14</b> =G+H+I+J+K+L

### **Dépenses de fonctionnement :**

9,08 M€ ont été dépensés cette année pour 10,69 M€ de crédits initialement votés contre 10,9 M€ en 2020.

- La troisième échéance de la provision pour risques et litiges de 20 M€, étalée sur cinq ans, relative au contentieux Autolib' a été constituée soit 4 M€ (et donc 12 M€ au total);
- Les frais de fonctionnement du syndicat ont atteint 1,58 M€, contre 1,7 M€ en 2020, dont 1,17 M€ pour la masse salariale (1,15 M€ en 2020) et 0,09 M€ de charges d'honoraires.
- Les intérêts de l'emprunt s'élevaient à 0,132 M€.

A cela s'ajoute 3,36 M€ d'opérations d'ordre de transfert entre sections.

### **Recettes de fonctionnement :**

10,28 M€ ont été titrés en 2021. 6,25 M€ proviennent du versement des contributions des collectivités.

1,12 M€ ont été perçus pour les remboursements de frais, de la part du budget annexe Velib'.

A cela s'ajoute 2,84 M€ d'opérations d'ordre de transfert entre sections.

**Résultat de fonctionnement (excédent) : + 1 191 930,17 €**

**Dépenses d'investissement :**

Les dépenses d'investissement se sont portées à 4,65 M€ : 1,8 M€ pour le remboursement du capital de l'emprunt et 2,84 M€ d'opérations d'ordre de transfert entre sections.

**Recettes d'investissement :**

Au total 4,63 M€ ont été titrés en 2021, dont 1,26 M€ d'excédent capitalisé de l'année dernière et 3,36 M€ d'opérations d'ordre de transfert entre sections.

**Résultat d'investissement (déficit) : - 19 453,42 €**

Il est proposé aux membres de l'assemblée délibérante d'examiner et d'approuver le compte administratif 2021 d'Autolib' et Velib' Métropole joint en annexe.

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,*

*Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, autorisant la création du Syndicat,*

*Vu l'instruction budgétaire M14,*

*Vu le rapprochement des comptes entre la comptabilité de l'ordonnateur et celle du comptable public,*

*Vu les statuts du Syndicat,*

*Considérant que Monsieur Patrice Pattée a été désigné pour présider l'adoption du compte administratif,*

*Considérant que Monsieur Sylvain Raifaud, Président, s'est retiré pour laisser la présidence à Monsieur Patrice Pattée pour le vote du compte administratif,*

***Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,***

**Article 1<sup>er</sup> : DONNE ACTE** des opérations effectuées par l'ordonnateur au cours de l'exercice 2021 présentées dans le compte administratif joint en annexe. Ci-dessous la synthèse par section :

**Section de Fonctionnement en euros :**

- Recettes : **10 281 195,70 euros**

- Dépenses : **9 089 265,53 euros**

***Soit un excédent de fonctionnement de l'exercice 2021 : 1 191 930,17 euros.***

***Soit un résultat global cumulé de fonctionnement de : + 1 661 815,80 euros, dont 469 885,63 euros de report d'excédent de l'exercice 2020.***

**Section d'Investissement en euros :**

- Recettes : **4 632 295,51 euros**

- Dépenses : **4 651 749,23 euros**

***Soit un déficit d'investissement de l'exercice 2021 : - 19 453,42 euros***

***Soit un résultat global cumulé d'investissement de : - 1 283 968,63 euros, compte tenu du déficit d'investissement de l'exercice 2020 de : - 1 264 515,21 euros.***

***Soit un EXCEDENT global de clôture 2021 : + 377 847,17 euros***

**Article 2 : APPROUVE** le compte administratif de l'exercice 2021 dont les résultats sont présentés par chapitre dans l'annexe jointe.

A la suite du vote, **le Président Sylvain Raifaud** reprend la Présidence.

- **Délibération 2022 11 – Affectation du résultat 2021 « Budget principal »**

Le compte administratif 2021 d'Autolib' Métropole fait apparaître pour la section de Fonctionnement et la section d'Investissement les résultats suivants :

**Section de Fonctionnement en euros :**

- Recettes : **10 281 195,70 euros**
- Dépenses : **9 089 265,53 euros**

Soit un excédent de fonctionnement de l'exercice 2021 : **+ 1 191 930,17 euros**

Soit un résultat global cumulé de fonctionnement de : **+ 1 661 815,80 euros**, dont **469 885,63 euros** de report d'excédent de l'exercice 2020.

**Section d'Investissement en euros :**

- Recettes : **4 632 295,51 euros**
- Dépenses : **4 651 749,23 euros**

Soit un déficit d'investissement de l'exercice 2021 : **- 19 453,42 euros**

Soit un résultat global cumulé d'investissement de : **- 1 283 968,63 euros**, compte tenu du déficit d'investissement de l'exercice 2020 de : **- 1 264 515,21 euros**.

**Soit un EXCEDENT global de clôture 2021 : + 377 847,17 euros**

Il est proposé aux membres du Comité syndical d'affecter ces résultats comme suit :

Au compte 1068 : excédent de fonctionnement capitalisé (recettes d'investissement) :

+ 1 283 968,63 euros pour financer le besoin de financement de la section d'investissement.

Au compte 002 : résultat de fonctionnement reporté (recettes de fonctionnement) :

+ 377 847,17 euros

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,*

*Vu le compte de gestion 2021 du budget principal et le compte administratif 2019 du budget principal,*

*Vu les statuts du Syndicat,*

*Considérant les résultats cumulés 2021, faisant apparaître :*

- Un déficit de la section d'investissement de : **- 1 283 968,63 euros**
- Un excédent de la section de fonctionnement de : **+ 1 661 815,80 euros**

**Le Comité syndical, après en avoir délibéré, DÉCIDE, à l'unanimité,**

**Article 1<sup>er</sup> : D'AFFECTER** en réserves (article 1068) 1 283 968,63 € du résultat de fonctionnement cumulé pour financer une partie du besoin de financement de la section d'investissement,

**Article 2<sup>e</sup> : D'AFFECTER** en report à nouveau en section de fonctionnement 377 847,17 € (compte 002 solde d'excédent reporté).

- **Délibération 2022 12 – Approbation du Budget primitif 2022 « Budget principal »**

Le budget primitif prévoit et autorise l'ensemble des recettes et des dépenses du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole pour l'année 2022. Ce dernier est établi et équilibré sur la base d'un prévisionnel avec reprise des résultats antérieurs et des restes à réaliser.

En outre, conformément aux dispositions spécifiques imposées par la comptabilité publique, relatives aux provisions pour risques et litiges, il convient d'approuver dans le cadre de ce budget, la constitution de l'annuité 2022 soit 4 M€.

**BUDGET PRINCIPAL (socle commun Autolib')**

La fin de la DSP constatée en juin 2018 a entraîné une modification de la forme du budget. Le budget principal était auparavant constitué de flux financiers (redevances d'occupation, subventions d'équipements) qui ne faisaient que transiter par le Syndicat, ces flux n'existent plus, le budget est maintenant équilibré par une contribution des collectivités. Cette forme perdurera, temps que les procédures en lien avec la résiliation se poursuivent et que l'emprunt n'est pas totalement remboursé.

**Dépenses de fonctionnement  
(10 762 726,61 €)**

○ **Dépenses réelles de fonctionnement (6 074 816,17 €) :**

Remboursement des intérêts de l'emprunt

53 050 € (0,88 % des dépenses réelles)

Le Syndicat rembourse chaque année l'emprunt de 18 M€ contracté en 2011, qui a servi à densifier le maillage de stations. Les intérêts pour 2022 s'élèvent à 53 050 €, en baisse de 79 646 € par rapport à 2021 conformément au tableau d'amortissement de l'emprunt (amortissement dégressif). Le remboursement du capital en annuité fixe, de 1,8 M€ est porté en section d'investissement.

Charges de personnel

1 335 200 € (21,98 % des dépenses réelles)

La masse salariale globale du Syndicat (budget principal et budget annexe) représente 1 720 200 € en 2022 contre 1 754 400 € en 2021 soit une baisse de 1,95 %.

Pour rappel la répartition de la masse salariale entre les deux budgets a été revue en 2022, l'inscription sur le budget général augmente alors que celle sur le budget annexe diminue. La refacturation (recette de fonctionnement) entre les deux budgets est, elle aussi, ajustée pour tenir compte de cette nouvelle répartition.

Les charges de gestion courante du Syndicat

572 976,17 € en 2022 soit 9,44 % des dépenses réelles contre 670 962,50 € en 2021.

Ces charges regroupent l'ensemble des frais de fonctionnement du Syndicat, dont les honoraires (217 795,91 €) et les contrats de prestation de service (99 066,17 €), le loyer (158 200 €) etc...

Ces charges enregistrent une baisse conséquente de 97 986,33 € soit – 14,61 % par rapport à l'exercice 2021 en corrélation avec l'exécution des années passées.

Charges exceptionnelles

47 490 € (0,79 % des dépenses réelles)

Les indemnités des élus

66 100 € (1,09 % des dépenses réelles)

Dotations provisions

4 000 000 € (65,85 % des dépenses réelles)

En 2019, le syndicat avait mis en place une provision de 20 millions d'euros pour risques, dans le cadre de la résiliation de la DSP, et prévu de la constituer par étalement. Ainsi, 4 millions d'euros ont été votés au budget 2021.

A ce jour, la nécessité d'une provision est maintenue, il est donc impératif de procéder à la constitution de la quatrième échéance de la provision de 4 millions d'euros visant à couvrir l'indemnité de résiliation que le Syndicat aura à payer dans le futur.

○ **Dépenses d'ordre (3 367 569,10 €) :**

Les dépenses d'ordre correspondent aux amortissements des subventions versées à la Société Autolib' pour la construction des stations (50 k€/60 k€ par station), du matériel et du mobilier acquis par le Syndicat pour son fonctionnement courant (informatique, licences, meubles de bureaux).

○ **Virement à la section d'investissement (1 320 341,34 €) :**

Une partie de l'excédent potentiel de fonctionnement fait l'objet d'un virement à la section d'investissement pour l'équilibre de cette section.

**Recettes de fonctionnement  
(10 762 726,61 €)**

○ **Recettes réelles de fonctionnement (7 540 969 €) :**

Contribution des Villes adhérentes

5 826 220 € (77,26 % des recettes réelles)

Pour mémoire, la contribution obligatoire des collectivités au fonctionnement du Syndicat pour le socle commun Autolib' telle que prévue à l'article 14 des statuts du Syndicat était fixée au budget primitif 2021 à 5 230 € (1 630 € pour le fonctionnement du Syndicat et 3 600 € permettant la couverture des provisions).

Pour le budget primitif 2022, il est proposé de reconduire ces contributions à l'identique soit :

- 1 630 € permettant de couvrir les dépenses de fonctionnement du Syndicat ;
- 3 600 € permettant la couverture des provisions.

Perception auprès des collectivités des annuités d'emprunt

414 439 € (5,5 % des recettes réelles).

Le Syndicat a contracté un emprunt en 2011 permettant ainsi à plusieurs Collectivités d'opter pour l'étalement du financement de leurs stations.

Elles procèdent donc annuellement au remboursement de ces annuités d'emprunt, qui sont en diminution d'année en année conformément au tableau d'amortissement de l'emprunt (amortissement dégressif).

Mise à disposition de personnel facturé au budget annexe de la Régie Velib' et dépenses réalisées par le Budget Autolib' pour le compte du Budget annexe de la régie Velib' (refacturation)

1 290 000 € (17,11 % des recettes réelles)

Le personnel mutualisé, affecté principalement aux tâches administratives, financières juridiques et comptables, le loyer et les autres frais généraux font l'objet d'une refacturation au Budget annexe.

Produits divers

10 310 € (0,14 % des recettes réelles)

○ Recettes d'ordre (2 843 910,44 €)

Elles correspondent au transfert au compte de résultat des subventions perçues auprès des collectivités pour la construction des stations (50 k€/60 k€ par station).

○ Résultat reporté de fonctionnement (377 847,17 €)

## Dépenses d'investissement (5 971 964,32 €)

○ **Dépenses réelles d'investissement (1 844 085,25 €) :**

Les inscriptions budgétaires en dépenses d'investissement intègrent :

- Le remboursement du capital de l'emprunt d'un montant de : 1 800 000 € soit 97,61 % des dépenses réelles.
- Les acquisitions de nouveaux matériels et mobiliers, logiciels, cautions et d'éventuels travaux : 44 085,25 € soit 2,39 % des dépenses réelles.

○ **Solde d'exécution reporté (1 283 968,63 €)**

○ **Dépenses d'ordre (2 843 910,44 €) :**

Ces dépenses d'ordre sont le pendant des recettes d'ordre de fonctionnement, et correspondent aux amortissements des subventions perçues auprès des collectivités pour la construction des stations (50 k€/60 k€ par station).

## Recettes d'investissement (5 971 964,32 €)

○ **Excédent de fonctionnement capitalisé (1 283 968,63 €)**

○ **Recettes réelles d'investissement (85,25 €) :**

Les recettes réelles d'investissement sont les recettes de FCTVA.

○ **Recettes d'ordre (3 367 569,10 €) :**

Ces recettes d'ordre sont le pendant des dépenses d'ordre de fonctionnement, et correspondent aux amortissements des subventions versées à la Société Autolib' pour la construction des stations (50 k€/60 k€ par station), et des amortissements en matériel et mobilier acquis par le syndicat mixte pour son fonctionnement courant (informatique, licences, meubles de bureaux).

**Virement depuis la section de fonctionnement (1 320 341,34 €)**

## Bilan

La section de fonctionnement est en équilibre.

La section d'investissement est en équilibre.

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,  
Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, autorisant la création du Syndicat,  
Vu l'instruction budgétaire M14,  
Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole,  
Vu la délibération 2010 08 du 25 février 2010 relative aux amortissements des immobilisations,  
Vu la délibération 2012 26 du 13 septembre 2012 relative à l'amortissement des subventions,  
Vu la délibération 2016 30 du 19 octobre 2016 relative à l'amortissement des subventions,  
Vu la délibération 2022 02 du 17 février 2022 relative au Débat d'Orientations Budgétaires,*

***Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,***

***Article 1<sup>er</sup> : APPROUVE*** le budget primitif du budget principal du Syndicat pour le socle commun Autolib' pour l'exercice 2022 arrêté comme suit :

***Fonctionnement***

- Dépenses : 10 762 726,61 euros
- Recettes : 10 762 726,61 euros

***Investissement***

- Dépenses : 5 971 964,32 euros
- Recettes : 5 971 964,32 euros

*Les dépenses et les recettes sont réparties conformément aux états annexés et présentés par chapitre.*

***Article 2 : DÉCIDE*** que le Président est autorisé à procéder, à l'intérieur d'un même chapitre, aux virements de crédits rendus nécessaires par l'insuffisance de certaines dotations constatées au cours de l'exécution du budget.

***Article 3 : DÉCIDE*** que les frais engagés à titre transitoire par le budget Principal en 2022 relatifs aux frais de personnel du budget annexe feront l'objet d'un remboursement.

***Article 4 : APPROUVE*** la constitution de l'annuité 2022 relative à la provision pour risques et litiges d'un montant de **4 M€** conforme à l'instruction budgétaire sur la nature 6815.

4. Délibérations relatives au Budget annexe Velib' :

- **Délibération 2022 13 – Approbation du compte de gestion 2021 « Budget annexe »**

Le Président rappelle que le compte de gestion constitue la reddition des comptes du comptable à l'ordonnateur et qu'il doit être approuvé préalablement au compte administratif. Le Président, après s'être assuré que d'une part, le comptable public a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2021, celui des titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et que d'autre part, il a procédé à toutes les opérations d'ordre qui lui ont été prescrites de passer dans ses écritures, certifie que le présent compte de gestion concorde avec le compte administratif du budget annexe Velib' Métropole. Le Président déclare que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2021 par le comptable, visé et certifié n'appelle ni observation, ni réserve de sa part. En conséquence, le Président d'Autolib' et Velib' Métropole invite le Comité syndical à approuver le compte de gestion du comptable public de l'exercice 2021 statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 31 décembre 2021.

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,*

*Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, autorisant la création du Syndicat,*

*Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole et notamment l'article 14,*

*Vu l'instruction budgétaire M14,*

*Vu l'avis du Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation,*

***Considérant :***

- *Qu'il y a lieu de se prononcer sur le compte de gestion 2021 en annexe, tenu par la Direction Régionale des Finances publiques d'Ile de France et du département de Paris.*
- *Que le compte de gestion et le compte administratif de l'exercice 2021 sont conformes.*

***Le Comité syndical, après en avoir délibéré,***

***Article 1<sup>er</sup> : STATUE*** sur l'ensemble des opérations effectuées du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2021 du compte de gestion joint en annexe.

***Article 2 : DECLARE*** que le compte de gestion dressé par le comptable pour l'exercice 2021 n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.

**Article 3 : ADOPTE** le compte de gestion de l'exercice 2021 dressé par le Directeur Régional des Finances publiques d'Ile de France et du Département de Paris.

- **Délibération 2022 14** – Approbation du compte administratif 2021 « Budget annexe »

**Monsieur Sylvain Raifaud** cède la Présidence à **Monsieur Patrice Pattée** pour le compte administratif et quitte la séance.

Conformément à la réglementation en vigueur, l'ordonnateur est tenu de rendre compte des opérations budgétaires exécutées sur chaque exercice comptable. Le compte administratif est le document qui récapitule les réalisations effectives de l'exercice N-1, en dépenses (mandats) et en recettes (titres). Il présente les résultats comptables de l'exercice 2021 de l'ordonnateur et doit être approuvé par l'assemblée délibérante. Pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2021, les écritures dégagent en synthèse les résultats suivants :

		DEPENSES	RECETTES
<b>REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)</b>	Section de fonctionnement	<b>50 526 761,11</b> G	<b>49 921 026,77</b>
	Section d'investissement	<b>16 101,68</b> H	<b>55 614,70</b>
<b>REPORTS DE L'EXERCICE N-1</b>	Report en section de fonctionnement (002)		<b>349 496,42</b> I
	Report en section d'investissement (001)		<b>27 172,78</b> J
<b>TOTAL</b>		<b>50 542 862,79</b> =A+B+C+D	<b>50 353 310,67</b> =G+H+I+J

<b>RESTES A RÉALISER A REPORTER EN N+1</b>	Section de fonctionnement		
	Section d'investissement		
	<b>TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1</b>	<b>=E+F</b>	<b>=K+L</b>
<b>RESULTAT CUMULÉ</b>	Section de fonctionnement	<b>50 526 761,11</b> =A+C+E	<b>50 270 523,19</b> =G+I+K
	Section d'investissement	<b>16 101,68</b> =B+D+F	<b>82 787,48</b> =H+J+L
	<b>TOTAL CUMULE</b>	<b>50 542 862,79</b> =A+B+C+D+E+F	<b>50 353 310,67</b> =G+H+I+J+K+L

### **Dépenses de fonctionnement :**

50,52 M€ ont été dépensés cette année pour 52,71 M€ de crédits initialement votés :

- 48,9 M€ concernent le paiement du marché Velib' :
  - 40,97 M€ pour le forfait et BPU et autres commandes (neutralisations, déposes de stations...) ;
  - 0,34 M€ concerne un acompte pour la commande de nouvelles stations ;
  - 0,11 M€ pour l'exploitation des vélos à assistance électrique supplémentaires ;
  - 1,16 M€ pour l'indemnité vol et vandalisme ;
  - 3,18 M€ pour l'intéressement sur les recettes
  - 1,99 M€ pour la surutilisation des vélos à assistance électrique (avenant 8).
- 1,32 M€ au titre des frais de personnel contre 1,33 M€ en 2020.
- 0,27 M€ de charges à caractère général contre 0,21 M€ en 2020.

### **Recettes de fonctionnement :**

Le budget annexe Velib' a enregistré 49,92 M€ de recettes en 2021, pour 52,36 M€ budgétés durant l'année.

- 29,51 M€ de contributions des collectivités, soit 24,3 M€ des collectivités plus 5,21 M€ de la Métropole du Grand Paris ;
- 20,2 M€ de recettes usagers soit un niveau quasiment similaire à 2020 ;
- 0,56 M€ au titre des remboursements de neutralisations et déposes contre 0,28 M€ en 2020.

### **Résultat de fonctionnement (déficit) : - 605 734,34 €**

Le déficit de la section de fonctionnement s'explique principalement du fait de l'impact de la crise sanitaire générant une baisse du recours au service, engendrant de fait un niveau de recettes usagers inférieur à nos prévisions budgétaires.

### **Dépenses d'investissement :**

16 101,68 € ont été dépensés cette année pour 87 787,48 € de crédits initialement votés :

- 10 000 € au titre des remboursements de cautions des neutralisations.

### **Recettes d'investissement :**

Le budget annexe Velib' a enregistré 55 614,70 € de recettes en 2021 pour 87 787,48 € budgétés dans l'année.

- 55 000,00 € au titre des cautions de neutralisations.
- 614,70 € d'opérations d'ordre.

### **Résultat d'investissement (excédent) : + 39 513,02 €**

Il est proposé aux membres de l'assemblée délibérante d'examiner et d'approuver le compte administratif 2021 du budget annexe Velib' Métropole joint en annexe.

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,*

*Vu l'instruction budgétaire M14,*

*Vu le rapprochement des comptes entre la comptabilité de l'ordonnateur et celle du comptable public,*

*Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole et notamment l'article 14,*

*Vu l'avis du Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation,*

*Considérant que Monsieur Patrice Pattée a été désigné pour présider l'adoption du compte administratif,*

*Considérant que Monsieur Sylvain Raifaud, Président, s'est retiré pour laisser la présidence à Monsieur Patrice Pattée pour le vote du compte administratif,*

**Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

**Article 1<sup>er</sup> : DONNE ACTE** des opérations effectuées par l'ordonnateur au cours de l'exercice 2021 présentées dans le compte administratif joint en annexe. Ci-dessous la synthèse par section :

**Section Fonctionnement :**

- Recettes : **49 921 026,77 euros**
- Dépenses : **50 526 761,11 euros**

Soit un déficit de fonctionnement de l'exercice 2021 : - **605 734,34 euros**.

Soit un résultat global cumulé de fonctionnement de : - **256 237,92 euros**, compte tenu de l'excédent 2020 reporté de : + **349 496,42 euros**.

**Section Investissement :**

- Recettes : **55 614,70 euros**
- Dépenses : **16 101,68 euros**

Soit un excédent d'investissement de l'exercice 2021 de : + **39 513,02 euros**.

Soit un résultat global cumulé d'investissement de : + **66 685,80 euros**, compte tenu de l'excédent reporté de 2020 : + **27 172,78 euros**.

**Soit un DEFICIT global de clôture 2021 : - 189 552,12 euros**

**Article 2 : APPROUVE** le compte administratif de l'exercice 2021 dont les résultats sont présentés par chapitre dans l'annexe jointe.

**Le Président Sylvain Raifaud** reprend ensuite la Présidence.

- **Délibération 2022 15** – Affectation du résultat 2021 « Budget annexe »

Le compte administratif 2021 de la régie Velib' fait apparaître pour la section de Fonctionnement et la section d'Investissement les résultats suivants :

**Section Fonctionnement :**

- Recettes : **49 921 026,77 euros**
- Dépenses : **50 526 761,11 euros**

Soit un déficit de fonctionnement de l'exercice 2021 : - **605 734,34 euros**.

Soit un résultat global cumulé de fonctionnement de : - **256 237,92 euros**, compte tenu de l'excédent 2020 reporté de : + **349 496,42 euros**.

**Section Investissement :**

- Recettes : **55 614,70 euros**
- Dépenses : **16 101,68 euros**

Soit un excédent d'investissement de l'exercice 2021 de : + **39 513,02 euros**.

Soit un résultat global cumulé d'investissement de : + **66 685,80 euros**, compte tenu de l'excédent reporté de 2020 : + **27 172,78 euros**.

**Soit un DEFICIT global de clôture 2021 : - 189 552,12 euros**

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,*

*Vu le compte de gestion 2021 et le compte administratif 2021,*

*Vu les statuts du Syndicat et notamment l'article 14,*

*Vu l'avis du Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation,*

**CONSIDERANT** les résultats cumulés 2021, faisant apparaître :

- **Un excédent de la section d'investissement de : + 66 685,80 euros**
- **Un déficit de la section de fonctionnement de : - 256 237,92 euros**

**Le Comité syndical, après en avoir délibéré, DÉCIDE, à l'unanimité,**

**Article 1<sup>er</sup> : D'AFFECTER** en report à nouveau en section de fonctionnement : **256 237,92€**  
(compte 002 : solde déficit reporté en dépenses de fonctionnement).

*Il est proposé au Comité syndical d'affecter ces résultats comme suit :*

*Au compte 002 : résultat de fonctionnement reporté (déficit à reporter en dépenses de fonctionnement) : 256 237,92 euros.*

**- Délibération 2022 16 – Approbation du budget primitif 2022 « Budget annexe »**

Le budget primitif 2022 budget annexe du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole a pour objet de prévoir et d'autoriser les recettes et dépenses de la compétence optionnelle Velib' gérée sous forme d'une régie dotée de l'autonomie financière.

**BUDGET ANNEXE de la Régie Autonome Velib'**

Le budget annexe Velib' fait l'objet d'inscriptions budgétaires sur le budget annexe du Syndicat, sur la base des engagements financiers liés au service Velib' dans le cadre du marché public en cours.

**Dépenses de fonctionnement  
(55 919 564,80 €)**

**• Dépenses réelles de fonctionnement (55 658 131,26 €) :**

Le paiement annuel de la prestation au forfait marché Velib' pour 1 050 stations  
Le paiement annuel de la prestation au BPU soit 350 stations hors Paris commandées  
44 434 855,98 € soit 79,84 % des dépenses réelles

Le marché Velib' prévoit un versement sur 15 ans, découpé annuellement. Ce montant est indexé chaque année. Pour 2022, l'indexation du marché est de 13 % contre 5,3 % l'an dernier.

La forte progression de l'indice d'actualisation du marché découle de deux indices :

- l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – MIG EBIQ – Énergie, biens intermédiaires et biens d'investissements +19,7 % ;
- l'indice du coût horaire du travail révisé - Tous salariés (ICHTrev-TS) - Industries mécaniques et électriques + 0,8 %.

Les prestations complémentaires

3 292 146,20 € soit 5,92 % des dépenses réelles

Les prestations particulières réalisées à la demande des communes ou du syndicat sont prévisibles. Elles sont possibles dans le cadre du marché Velib' sur la base du bordereau des prix unitaires prévu en annexe des conventions de superposition du domaine public et de financement, signées entre le Syndicat et les Collectivités.

Ce poste budgétaire 2022 intègre la création et l'exploitation de 41 stations supplémentaires et le coût d'exploitation annuel pour une part de 40 % de vélos à assistance électriques.

Autres charges à payer au titulaire du marché

5 830 500 € soit 10,48 % des dépenses réelles dont :

3 610 500 € au titre de l'intéressement sur les recettes usagers 2021, ainsi que 630 000 € pour la surutilisation des VAE.

1 590 000 € au titre de l'indemnisation pour les vélos volés et vandalisés, ce montant est capé à 10 % de la flotte de vélos en moyenne sur l'année précédente.

Les charges du personnel affecté (385 000 €) à la Collectivité et le remboursement du personnel mutualisé (1 060 000 €)

1 445 000 € soit 2,60 % des dépenses réelles

La masse salariale globale du Syndicat (budget principal et budget annexe) représente 1 720 200 € en 2022 contre 1 754 400 € en 2021 soit une baisse de 1,95 %.

Pour rappel la répartition de la masse salariale entre les deux budgets a été revue en 2022, l'inscription sur le budget général augmente alors que celle sur le budget annexe diminue. La refacturation entre les deux budgets est, elle aussi, ajustée pour tenir compte de cette nouvelle répartition.

Les charges de gestion courante réalisées sur le Budget Autolib' pour le compte du budget annexe (refacturation)

230 000 € soit 0,42 % des dépenses réelles.

Autres charges (les dépenses de prestation de service, études et honoraires)

425 629,08 € soit 0,77 % des dépenses réelles

Ce poste comprend les honoraires, les dépenses de conseils juridiques, d'assistance à maîtrise d'œuvre et de communication, ainsi que les charges de gestion courante dédiées au service Velib'. Cette année ce montant intègre le lancement d'un audit du marché.

- **Le déficit de fonctionnement reporté : 256 237,92 €**
- **Dépenses d'ordre : 5 195,62 €**

Les dépenses d'ordre correspondent aux amortissements du matériel et mobilier acquis par le syndicat mixte pour son fonctionnement courant (informatique, licences, meubles de bureaux).

### **Recettes de fonctionnement (55 919 564,80 €)**

Les principales recettes du budget annexe Velib' sont composées de la manière suivante :

- **Recettes réelles de fonctionnement 55 919 564,80 €**

Les recettes des usagers

21 840 799,79 € soit 39,06 % des recettes réelles

Les recettes usagers inscrites en 2022 sont très légèrement supérieures par rapport à l'exercice 2021 (plus 70 k€), bien que la réalisation effective 2021 soit inférieure de 1,7 M€ par rapport aux prévisions initiales. En effet, le déploiement du service, l'augmentation du nombre de vélos à assistance électriques, mais aussi le nombre d'abonnés croissant constaté entre 2019 et 2020 a été atténué par les effets de la crise sanitaire en 2021, l'inscription budgétaire 2022 reste donc prudente.

La Contribution de la Ville de Paris à l'exploitation et fonctionnement du service

20 200 000 € soit 36,13 % des recettes réelles

Cette contribution est inscrite sur la base de 1 010 stations au tarif de 18 800 € par station pour l'exploitation et 1 200 € pour le fonctionnement du syndicat, soit 20 000 € par station au total.

La Contribution des Collectivités hors Paris à l'exploitation du service  
4 550 000 € soit 8,14 % des recettes réelles

Cette contribution est inscrite sur la base de 455 stations au tarif de 8 800 € par station pour l'exploitation et 1 200 € pour le fonctionnement du syndicat, soit 10 000 € par station au total.

La subvention de la Métropole du Grand Paris  
6 404 999,98 € soit 11,47 % des recettes réelles

Cette subvention est arrêtée dans le cadre de la convention financière signée entre le Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole et la Métropole du Grand Paris. Elle est découpée en deux volets : 3 920 000 € pour l'exploitation du service et 100 000 € de contribution de fonctionnement, arrêtée forfaitairement sur la base de 200 équivalents stations et augmentée en 2022 de 2 384 999,98 € consécutivement à la création de 63 nouvelles stations sur le territoire.

Les prestations complémentaires  
350 000 € soit 0,63 % des recettes réelles

Des prestations complémentaires (déplacement, fermeture de station...) réalisées à la demande des collectivités adhérentes à la compétence Velib' sont à prévoir. Elles sont financées par les collectivités demandeuses dans le cadre du marché Velib', sur la base du bordereau des prix unitaires prévu en annexe des conventions de superposition du domaine public et de financement, signées entre le Syndicat et les Collectivités. D'autres prestations sont demandées par des tiers (neutralisation) et leur sont refacturées.

Les remboursements sur autres charges sociales  
6 000 € soit 0,01 % des recettes réelles

Ces remboursements sont exclusivement constitués par la part de la charge des tickets restaurant du personnel.

Les mandats annulés sur exercices antérieurs  
457 339,03 € soit 0,82 % des recettes réelles

L'inscription correspond à l'annulation des mandats concernant des prestations du BPU payées en 2020 et 2021 et finalement non réalisées.

Les pénalités appliquées au titulaire du marché  
2 110 426 € soit 3,78 % des recettes réelles

Ce montant vaut acompte pour la période de janvier à octobre 2021 et est relatif aux critères 2A pour le temps de prise en charge au centre de relation client, 2B pour les réponses aux courriers, 3C pour la disponibilité des fonctionnalités de la station et 3D pour la propreté des vélos et des stations.

### Dépenses d'investissement (131 881,42 €)

- Dépenses réelles d'investissement (131 881,42 €) :**

Les dépenses d'investissement sont essentiellement constituées de cautions pour un montant de 105 000 €, l'on retrouve seulement 60 000 € dans les recettes d'investissement, car 45 000 € sont consacrés aux remboursements de cautions des exercices antérieurs. Les autres dépenses sont relatives à l'acquisition de nouveaux mobiliers, matériels informatiques et bureautiques.

### Recettes d'investissement (131 881,42 €)

- Recettes d'ordre (5 195,62 €) :**

Ces recettes d'ordre sont le pendant des dépenses d'ordre de fonctionnement, et correspondent aux amortissements du matériel et mobilier acquis par le syndicat mixte pour son fonctionnement courant (informatique, licences, meubles de bureaux).

- Résultat d'investissement reporté (66 685,80 €)**

- Cautions (60 000 €)**

### Bilan

La section de fonctionnement est équilibrée.  
La section d'investissement est équilibrée.

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;*

*Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, autorisant la création du Syndicat;*

*Vu l'instruction budgétaire M14 ;*

*Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Velib' Métropole ;*

*Vu la délibération 2010 08 du 25 février 2010 relative aux amortissements des immobilisations ;*

*Vu la délibération 2012 26 du 13 septembre 2012 relative à l'amortissement des subventions ;*

*Vu la délibération 2016 30 du 19 octobre 2016 relative à l'amortissement des subventions ;*

*Vu la délibération 2017 23 du 10 mars 2017 portant création de la régie autonome Velib' ;*

*Vu la délibération 2021 02 du 18 février 2022 relative au Débat d'Orientations Budgétaires ;*

*Vu l'avis du Comité syndical intervenant en substitution du Conseil d'exploitation ;*

**Le Comité syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité,**

**Article 1 : APPROUVE** le budget primitif du budget annexe « Régie Velib' » pour l'exercice 2022 arrêté comme suit :

Fonctionnement

- Dépenses : 55 919 564,80 euros

- Recettes : 55 919 564,80 euros

Investissement

- Dépenses : 131 881,42 euros

- Recettes : 131 881,42 euros

*Les dépenses et les recettes sont réparties conformément aux états annexés et présentés par chapitre.*

**Article 2 : DÉCIDE** que le *Président* est autorisé à procéder, à l'intérieur d'un même chapitre, aux virements de crédits rendus nécessaires par l'insuffisance de certaines dotations constatées au cours de l'exécution du budget.

## 5. Point divers

L'ordre du jour étant épuisé, **le Président** clôt la séance à 11h45.



Le Président,

Sylvain Riffaud